



HAL
open science

Les révolutions sont-elles exportables? 'L'effet domino' à la lumière du cas yéménite

Laurent Bonnefoy

► **To cite this version:**

Laurent Bonnefoy. Les révolutions sont-elles exportables? 'L'effet domino' à la lumière du cas yéménite. *Mouvements: des idées et des luttes*, 2011, 2 (66), pp.110 - 116. 10.3917/mouv.066.0110 . hal-03605503

HAL Id: hal-03605503

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03605503>

Submitted on 11 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les révolutions sont-elles exportables ? « L'effet domino » à la lumière du cas yéménite

PAR LAURENT
BONNEFOY*

L'effet de contexte contre l'effet « domino ». Au Yémen, la montée en force des mouvements protestataires et des contestations internes s'agrègent au morcellement des formes de pouvoir pour expliquer la nouveauté relative que constitue le mouvement du début 2011. Des formes revendicatives émanant de populations jeunes, qui par bien des aspects rappellent les mouvements sociaux égyptiens et tunisiens, sont rattrapées par la fragmentation des sources d'expression plus ancienne du séparatisme ou de la contestation religieuse. Pour autant, dans une situation encore très instable, le chemin d'une conciliation pourrait être trouvé, sans doute dans un dépassement des formes claniques d'allégeance et des idéologies.

Unifié depuis le 22 mai 1990, le Yémen, en l'espace de deux décennies a connu des fortunes variées. Alors que l'unité du Nord et du Sud semblait inaugurer une période de pluralisme et de « transition démocratique », elle débouchait dès 1994 sur la guerre et laissait place à l'inquiétude. L'idée d'une dislocation programmée de ce pays dont l'État était volontiers qualifié de faible, voire de faillit, revenait alors comme une rengaine dans bien des rapports et articles. La période suivant le 11 septembre 2001, permettait à nombre d'experts de prédire pour le Yémen, un scénario « à l'afghane » ou alors « à la somalienne » menant à la guerre civile et favorisant le déploiement de groupes labellisés comme « terroristes ».

À l'opposé de ces prévisions, Ali Abdallah Salih, au pouvoir depuis 1978, d'abord à la tête du Yémen du Nord, puis président du Yémen unifié, parvenait à se maintenir aux affaires et à surmonter nombre de crises. Pour cela, il bénéficiait du soutien grandissant des États-Unis, de l'Union européenne et de son encombrant voisin saoudien, qui, obsédés par la « menace terroriste », craignaient de voir le Yémen sombrer dans le chaos.

* Chercheur à L'Institut français du Proche-Orient (Ifpo). Il a publié : *Salafisme in Yemen: Transnationalism and Religious Identity*. Hurst & Co./Columbia University Press, Londres/New York, 2011.

Sur le plan interne, cette longévité se faisait au prix d'un durcissement qui a sans doute été plus progressif, et un temps moins brutal, qu'ailleurs dans la région¹. Il n'en demeure pas moins que la seconde moitié de la décennie 2000 a été marquée par une multiplication des conflits et une accentuation de la répression. Au Nord contre la rébellion dite « houthisiste » qui depuis 2004 a fait au moins une dizaine de milliers de victimes et entraîné le déplacement de plus de 200 000 civils², au Sud contre les mouvements sécessionnistes et sur l'ensemble du territoire contre des groupes se revendiquant d'al-Qaida. Face à un mécontentement social grandissant, la violence s'est ainsi accrue et la contestation du pouvoir a pris de multiples formes. Le Yémen se trouvait confronté à une conjonction de crises qui constituaient apparemment un terreau particulièrement favorable à un soulèvement révolutionnaire.

Début 2011, dans le contexte du « printemps arabe » débuté en Tunisie, le Yémen était rapidement désigné comme le prochain à tomber. Un fameux *bookmaker* irlandais ouvrait même immédiatement après la chute de Hosni Moubarak des paris sur la prochaine révolution. Sans surprise, le régime yéménite était classé comme le plus susceptible de tomber avec une cote de 15/8, suivi des pouvoirs jordanien et algérien³. Au mois de février, la révolte avait toutefois lieu dans des pays où peu l'attendaient : en Libye et au Bahreïn notamment. Le Yémen tardait pour sa part à se soulever et la répression était un temps contenu, le Président allant même jusqu'à demander à la police de protéger les manifestants. La théorie de « l'effet domino » qui voulait que les révolutions se propagent, voire s'exportent selon un modèle identique (autour d'une jeunesse urbaine éduquée et généralement apaisante, mobilisée à l'aide de nouvelles technologies) paraissait dès lors se gripper. Nul ne parvenait plus à comprendre quelles étaient les variables véritablement pertinentes pour expliquer les soulèvements (dynamiques démographiques ? usure du pouvoir ? régime constitutionnel ? positionnement de l'armée ?).

Sans préjuger des événements à venir, qui ont de toute évidence un caractère difficilement prévisible, cette courte contribution, écrite à chaud, tente, à la lumière du cas yéménite, d'interroger certaines des limites de la théorie de « l'effet domino ». Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ici que cette théorie, reprise en boucle par les médias début 2011, trouve son origine, pour ce qui concerne le monde arabe, dans la doctrine néo-conservatrice du « Grand Moyen-Orient » de l'ère George W. Bush. Selon elle, la chute de Saddam Hussein en Irak sous l'invasion alliée de 2003 devait répandre la démocratie dans la région. Adaptée aux événements du « printemps arabe » de l'année 2011, elle impliquait que les révolutions tunisienne et égyptienne allaient produire un effet d'entraînement suffisant pour provoquer des changements de régime ailleurs dans la région.

Confronté au cas yéménite, un tel modèle trouve deux limites principales : il semble d'une part imposer aux soulèvements populaires une temporalité médiatique de court terme, et d'autre part ignorer combien les mouvements contestataires s'inscrivent avant tout dans un contexte local qui n'est jamais totalement transposable.

1. F. BURGAT, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », *Critique internationale*, 32, 2006.

2. L. BONNEFOY, « La guerre de Sa'da : des singularités yéménites à l'agenda international », *Critique internationale*, 48, 2010.

3. *The Telegraph*, 16 février 2011.

4. *The Economist*, 19 février 2011.

Face à une situation qui est à juste titre considérée comme instable, le risque du présent article est de se voir immédiatement contredit par les événements. Certains verront sans doute dans la démarche adoptée ici un excès de précaution ou alors pire, un échec du chercheur, incapable de répondre à une demande sociale en attente de prévisions. Plutôt que prospectif, cet article entend analyser quelques variables qui illustrent l'illusion de l'exportation des révolutions (au demeurant déjà différentes) tunisienne et égyptienne vers la République du Yémen.

● Temporalités révolutionnaires

Contre toute attente, la « révolution » yéménite tardait, au cours du mois de février 2011, à se mettre en marche. Après quelques manifestations organisées fin janvier et début février par l'opposition unifiée autour de la Rencontre commune (*al-Liqa al-Mushtarak*, rassemblant les principaux partis d'opposition et particulièrement le Parti socialiste yéménite et le parti islamo-tribal al-Islah), l'appel au dialogue prôné le 2 février par le Président Salih et ses promesses de ne pas se représenter à l'élection présidentielle de 2013 amenaient le mouvement à marquer le pas et aux partis d'opposition à se retirer un temps de la rue. Alors que peu de Yéménites pouvaient croire en la sincérité des annonces du Président (qui en 1999 et 2006 en avait formulé d'identiques), les figures de l'opposition restaient comme paralysées par une « éthique de la responsabilité », craignant sans doute autant la répression que la perte de certains acquis. En effet, plusieurs leaders de la Rencontre commune, bien que particulièrement critiques à l'égard du régime, bénéficiaient dans le même temps d'une forme de rente institutionnelle et avaient, à des degrés divers, été associés au régime⁵. La composante tribale de la Rencontre commune représentée notamment par Hamid al-Ahmar, cadre d'al-Islah et héritier d'une puissante lignée au sein de la confédération tribale Hashid (à laquelle appartient par ailleurs la tribu du Président), restait pour sa part quelque peu en retrait. Son père, Abdallah al-Ahmar, fondateur d'al-Islah, président du Parlement, et grand cheikh Hashid, décédé en décembre 2007, avait longtemps joué le rôle de pivot dans la relation entre les tribus des hauts-plateaux et le système républicain. Sur le plan politique, cheikh Abdallah avait maintenu une position ambivalente à la fois en tant que chef du principal parti d'opposition, en tant que représentant des islamistes et interlocuteur des Saoudiens et en tant qu'allié du Président Salih. Suite à sa mort, son pouvoir s'était fragmenté entre ses dix fils parmi lesquels Hamid, Sadiq et Husayn.

À partir de mi-février 2011, face à l'apathie des leaders de l'opposition et galvanisés par l'ampleur des manifestations en Égypte, quelques rassemblements apparemment spontanés avaient lieu à Sanaa, Aden et surtout à Taz. Les agences de presse internationales gonflaient alors selon toute vraisemblance le nombre de participants et dramatisaient leur déroulement en annonçant l'offensive de partisans du régime armés de gourdins ou de poignards (la *janbiyya* qui fait partie du costume traditionnel du Nord). Comparativement à certaines contestations passées (en juillet 2005, une journée d'émeute suivant la baisse des subventions aux produits

5. L. BONNEFOY et M. POIRIER, « The Yemeni Congregation for Reform (al-Islah): The Difficult Process of Building a Project for Change » in M. CATUSSE et K. KARAM (dir.) *Returning to Political Parties? Partisan Logic and Political Transformations in the Arab World*, Lebanese Center for Policy Studies, Beyrouth, 2010.

pétroliers avait fait une quarantaine de morts) ou aux mouvements égyptien et libyen, la répression restait alors toutefois limitée.

Pendant près de deux semaines, cet attentisme semblait donner raison à Victoria Clark qui, dans une tribune du *New York Times*, expliquait pour quelles raisons le Yémen n'allait pas tomber⁶. Selon cette chercheuse indépendante, la fragmentation de l'opposition, l'habileté du président Salih et sa capacité à faire des concessions institutionnelles donnaient du temps au pouvoir et empêchait la contestation de se développer.

Le régime possédait lui-même quelques atouts. L'obsession sécuritaire des partenaires occidentaux et régionaux du Yémen, particulièrement l'Arabie saoudite, et leur peur partagée de voir al-Qaida renforcer ses activités en cas de chute de leur allié Salih, jouait un rôle ambivalent. Comme ailleurs dans la région, la coopération sécuritaire avait produit son lot de petits secrets et de compromissions mutuelles, de contrats d'armement et de manipulations diverses que *Wikileaks* en novembre 2010 avait commencé à révéler. La communauté internationale, appelant au dialogue ne pouvait cacher sa grande inquiétude. Sur le plan interne, les ressources du pouvoir n'étaient pas non plus nulles, notamment parce que le clan Salih gardait la main sur une large partie des services de sécurité. Ceci en dépit de la défection de certains hauts gradés de l'armée (y compris le 21 mars 2011 d'Ali Muhsin, compagnon d'arme du Président depuis leur enfance et figure hautement controversée, dont la relation avec Ahmad, fils du Président – par ailleurs lui-même à la tête de la garde républicaine – sont tendues depuis plusieurs années).

Pourtant, au fil du mois de février et bien qu'encore peu structuré, le mouvement de contestation prenait de l'ampleur. Étudiants et jeunes diplômés des grandes villes, mobilisés par voie de SMS, via les réseaux sociaux et les sites de la presse Internet étaient en première ligne. À Taëz, l'explosion d'une grenade au milieu d'une manifestation puis, à Sanaa, l'attaque contre des étudiants campant devant l'université, attribués à des soutiens du pouvoir, forçaient l'opposition partisane ainsi que différents acteurs à redéfinir leur position. Dès lors les événements se précipitaient : figures tribales et partisans mais aussi quelques membres du parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG), s'alignaient sur les revendications pacifiques mais radicales de la jeunesse exigeant le départ du président Salih. Les revirements de Husayn al-Ahmar, frère de Hamid, mais membre lui du CPG et important allié du pouvoir dans sa lutte contre la rébellion dite « houthiste » à Saada, ainsi que d'un autre frère al-Ahmar, Himyar, également membre du CPG et vice-président du Parlement, témoignaient très directement d'une montée en puissance d'un mouvement qui prenait de plus en plus explicitement des accents révolutionnaires. Le premier mars, Abd al-Majid al-Zindani, membre d'al-Islah, tenant de la ligne idéologique du parti islamo-tribal mais longtemps allié du Président (une position qui avait permis à cette figure désignée par les États-Unis comme un soutien d'al-Qaida d'échapper à la répression) se joignait même à la protestation. Prétendant s'ériger en porte-parole de jeunes mobilisés qui pourtant le rejetaient massivement, al-Zindani

6. V. CLARK, *New York Times*, 4 février 2011.

demandait l'instauration d'un État islamique. Sa position restait toutefois ambiguë : il proposait dans le même temps sa médiation entre l'opposition et le pouvoir, et pouvait dès lors apparaître comme une caution apportée aux manifestants en vue de préserver le régime.

Toute photogénique et enthousiasmante qu'elle était, la contestation jeune et spontanée (qui trouvait certes de nombreux points communs avec les mouvements tunisien et égyptien), mobilisée en dehors de partis politiques et des structures traditionnelles tribales, passait rapidement au second plan. Jouissant certes d'une capacité d'impulsion et inspirés par leurs prédécesseurs de Sidi Bouzid et de la Place Tahrir, cette jeunesse se trouvait en effet contrainte par le contexte yéménite. Les spécificités du système politique, de la société et de l'histoire s'imposaient dès lors aux manifestants, limitant toute idée d'un « effet domino » et d'une exportation au sens strict des modèles tunisien et égyptien.

● Les contraintes du système politique

De fait, la « révolte » yéménite ne pouvait concrètement se déconnecter d'autres mobilisations plus anciennes, ni se dégager d'acteurs aux idéologies et aux répertoires antagonistes. L'idée de l'émergence d'un pouvoir libéral et démocratique, porté par la tranche urbaine et jeune des manifestants, particulièrement sur *Facebook*⁷, semblait dès lors de plus en plus difficile à réaliser. Si en Égypte, la révolution s'était rapidement trouvée comme encadrée par l'armée, le mouvement au Yémen était pour sa part repris en main par les acteurs tribaux, religieux et les figures des différentes composantes de l'opposition.

Contrairement aux cas tunisiens, égyptien et libyen, l'opposition au régime yéménite sous ses différentes formes, y compris dans sa composante radicale, n'a jamais été décapitée ou réduite au silence par l'appareil répressif. Le dynamisme des oppositions, pacifiques ou violentes, ancrées socialement, s'est exprimé autour de mots d'ordre et de figures différentes et sur une variété de fronts bien avant l'année 2011. Cette spécificité, alliée à la prégnance de ce qui a pu être qualifié de « société civile traditionnelle », formée de tribus et d'entrepreneurs religieux, n'a pu alors effacer les groupes ou institutions servant de relais entre la société et le pouvoir⁸. Ces « corps intermédiaires » ont dès lors été prompts à se mobiliser et à reprendre le leadership de la contestation, tout particulièrement dans les zones rurales où résident encore les deux tiers de la population.

Depuis juin 2004, dans la région septentrionale de Saada, l'opposition armée au régime s'est structurée autour de la rébellion dite « houthiste ». Mobilisant sur des bases autant confessionnelles (parmi les tenants d'un renouveau de l'identité zaydite – minorité chiite à laquelle, paradoxalement, appartient formellement Ali Abdallah Salih bien qu'il ne se définisse pas comme tel) qu'historiques ou sociales (parmi les laissées pour compte du régime républicain et la catégorie des descendants du Prophète Muhammad [*sayyid*]), le clan al-Houthi a cristallisé la contestation dans cette zone. Son caractère minoritaire du fait du recours au référent religieux zaydite ainsi que les accusations (non prouvées mais néanmoins efficaces

7. *Via* par exemple le groupe créé par des militantes d'al-Watan Coalition.

8. P. DRESCH, *A History of Modern Yemen*, Oxford University Press, Oxford, 2000.

9. G. VOM BRUCK, *Islam, Memory, and Morality in Yemen. Ruling Families in Transition*, Palgrave Macmillan, New York, 2005.

pour délégitimer la rébellion aux yeux de biens des Yéménites) de manipulation iranienne ont toutefois circonscrit son emprise et sa représentativité. Le choix des « houthistes » de synchroniser leur mot d'ordre avec celui des autres mouvements contestataires fin février 2011 et d'organiser à Saada et dans les alentours leurs propres manifestations n'effaçait nullement les spécificités de leurs répertoires d'action et de leur doctrine qui, en tout état de cause, n'étaient que faiblement en adéquation avec celle d'autres fronts d'opposition¹⁰.

Dans les gouvernorats de l'ex-Yémen du Sud, unique république arabe socialiste jusqu'en 1990, la montée d'un sentiment séparatiste était manifeste depuis 2007¹¹. Réemployant les symboles du régime marxiste et notamment son drapeau à étoile rouge sans toutefois mobiliser l'idéologie socialiste, la contestation se trouvait fragmentée. Aucun leader ne parvenait à transcender les différences au sein du « mouvement sudiste (*al-birak al-janubi*) ». Ce dernier se voyait lui aussi récupéré tant par des acteurs traditionnels, tribaux ou alors liés aux grandes familles régnantes déposées par la révolution socialiste de la fin des années 1960, que par les partis politiques d'opposition. Le Parti socialiste yéménite cherchait là un moyen de relégitimer son discours. Dans le contexte du « printemps arabe », l'adoption du mot d'ordre « dégage (*Irhal*) » par les manifestants de l'ex-Yémen du Sud apparaissait comme le prolongement évident de leurs revendications séparatistes. Elle ne réglait toutefois sans doute pas la question identitaire soulevée par le « mouvement sudiste » ni le fait que le pouvoir quel qu'il soit, pour des raisons tant démographiques (les trois quarts de la population sont au Nord) que sociologiques (du fait de la capacité de mobilisation des structures tribales du Nord), ne pencherait jamais réellement vers le Sud. Sans grande surprise, la répression des manifestations exigeant le départ de Salih était la plus féroce à Aden et dans les villes du Sud (Dhala notamment) où elle se superposait alors à la répression des sécessionnistes.

Parallèlement, la seconde moitié de la décennie 2000 avait donné lieu à une mutation sensible des répertoires d'action des mouvements islamistes armés se revendiquant d'al-Qaïda. Si ces derniers avaient autrefois bénéficié d'un certain laisser-faire de l'État yéménite, la répression s'était au fil des années considérablement accentuée, encouragée voire orchestrée par les États-Unis, l'Union européenne et l'Arabie saoudite. Le pacte tacite de non-agression entre les militants et le régime qui avait longtemps régulé la violence islamiste était dès lors rendu caduque. En réaction, les groupes armés ciblaient de façon de plus en plus manifeste l'État yéménite et la figure du Président¹². Au cours de l'année 2010, les attaques contre les services de sécurité et l'armée s'étaient multipliées, si bien que les cibles occidentales passaient au second plan. Cette mobilisation armée devait elle aussi composer avec les structures sociales et politiques de la société yéménite et trouvait au Sud un terrain particulièrement favorable. En dépit de sa violence, cette frange s'articulait avec des revendications sociales, économiques et politiques largement partagées et faisait donc elle aussi écho à d'autres mobilisations.

10. *Al-Masdar*, 28 février 2011.

11. S. DAY, « Updating Yemeni National Unity. Could Lingering Regional Divisions Bring Down the Regime? », *Middle East Journal*, 62/3, 2008.

12. *Sada al-Malabim*, n°9, 2009.

Si l'opposition partisane rassemblée autour de la Rencontre commune s'était un temps montrée quelque peu hésitante au début de l'année 2011 et pouvait voir certains de ses leaders discrédités par leurs compromissions passées avec le pouvoir, il n'en demeurait pas moins qu'elle possédait une capacité de mobilisation importante. À travers les instances affiliées aux partis (structures éducatives et ONGs, telle l'association caritative al-Islah) ou via les tribus dont les cheikhs étaient par ailleurs élus ou cadres de l'opposition, elle était ancrée dans la société, y compris dans les zones rurales et ne pouvait donc être considérée comme fantôme. C'est donc sans grande peine qu'elle parvenait à se repositionner au cœur des mobilisations.

● Conclusion

Par le biais des « houthistes », du mouvement sudiste, d'al-Qaida et de l'opposition partisane, le Yémen se caractérisait donc par la variété des relais de l'opposition, ainsi que leur dynamisme. Les espaces de contestation et l'expression des revendications économiques, confessionnelles ou régionalistes, bien que fragmentés, avaient été ouverts bien avant le « printemps arabe ». Dès lors, l'émergence du répertoire d'action de la manifestation pacifique rassemblée autour du mot d'ordre simple du départ du tyran apparaissait comme une nouveauté enthousiasmante dans le contexte yéménite¹³. Dans les grandes villes, cette mobilisation faisait émerger de nouvelles pratiques de citoyenneté, donnait lieu à de réels échanges et débats, mettait en contact des groupes sociaux qui s'ignoraient et encourageait la participation des femmes. Cette étincelle, produite en écho aux révolutions tunisienne et égyptienne, se trouvait toutefois comme happée par le contexte, récupérée par les acteurs politiques traditionnels. À cet égard, cette mobilisation ne pouvait être que la première étape d'un long processus. Il restait aux différentes composantes à dépasser le caractère visiblement antagoniste de leurs projets politiques et, *in fine*, à faire mentir l'idée d'une incompatibilité de leurs moyens de contester le pouvoir, voire de s'en saisir. ●

13. S. GHALIB, *al-Nida*, 14 février 2011 et A. AL-ZURQA, *al-Tagbiyr*, 06 mars 2011.